

Henri Sterdyniak : « Parler de revenu universel d'activité est un scandale »

 lemediapresse.fr/social/henri-sterdyniak-parler-de-revenu-universel-dactivite-est-un-scandale

By Irving Magi

September 14, 2018



Henri Sterdyniak est un économiste membre des Economistes atterrés et de l'OFCE. Le Média s'est entretenu avec lui au sujet du Plan pauvreté dont les propositions ont été déclinées hier.

Le Média : Une étude sortie en début de semaine expliquait qu'un Français sur cinq ne parvenait plus à se nourrir correctement. Le Plan pauvreté d'Emmanuel Macron se dit ambitieux. Les 8 milliards d'euros annoncés pour le financer vont-ils suffire pour endiguer un tel problème ?

Henri Sterdyniak : Vous plaisantez ? Les 8 milliards, c'est bidon. On ne sait pas comment ça sera réparti, ni ce que ça représente exactement par an. Le grand problème est que le RSA est très faible et que beaucoup de gens sont en situation précaire parmi les familles monoparentales et les familles nombreuses. Il n'y a pas grand-chose pour eux dans ce plan. Ce n'est pas ça qui va réduire massivement la pauvreté. Il aurait fallu augmenter le RSA. Il y a des choses sympathiques, comme donner des petits-déjeuners aux enfants, les places en crèche ou encore les tarifications des cantines mais je crois que c'est tout. Encore que, ce que Macron ne dit pas, ces choses-là seront à la charge des collectivités. Or, on sait pertinemment que l'Etat ne leur donne pas les moyens suffisants pour répondre aux ambitions du gouvernement.

8 milliards sur 4 ans, ça fait à peine 2 milliards par an. Dans le même temps, il faut savoir qu'on va supprimer les emplois aidés et on va aussi désindexer les prestations familiales. A côté de cela, il n'y a pas de mesure pour le RSA, qui est pourtant une arme utile contre la pauvreté. Alors il est certes question d'augmenter la prime d'activité, mais ça ne touche que les gens ayant déjà un emploi. Donc ce n'est pas suffisant pour aider les plus pauvres.

Il y a aussi le discours stupide sur l'égalité des chances. Ce qu'il faut c'est un système équitable avec le moins d'inégalité de revenu possible où tout le monde peut avoir un emploi. L'égalité des chances est un mythe. Elle est inhérente au système. Ce n'est pas une question de chance ni de mérite. Cette histoire masque le fait qu'on ne veut pas vraiment lutter contre la précarité. Une mesure forte, aurait été d'augmenter le RSA pour les familles avec des enfants, par exemple.

Il n'y a aucun réel objectif de réduction de la pauvreté dans le plan d'Emmanuel Macron.

Le gouvernement aimerait fusionner RSA, APL et prime d'activité, dans un « revenu universel d'activité ». Que se cache-t-il derrière ce terme ?

Appeler ça le « revenu universel d'activité » est un scandale. C'est du détournement de concept. L'idée de revenu universel est incompatible avec le fait de contrôler la recherche d'activité. On avait déjà le RSA activité et le RSA socle. Il y avait déjà une fusion des deux, et elle provoquait de la confusion, parce que les gens ne voulaient pas demander le RSA activité parce qu'ils avaient peur qu'on les confonde avec les gens qui touchaient le RSA socle. On a donc dit « on va couper en deux », le RSA et ce qui deviendra la prime d'activité. Dire qu'on va de nouveau le fusionner est complètement stupide. Il faut se rappeler que le RSA bénéficie à des gens qui concourent à un emploi. Or, une partie des minimas sociaux ne peuvent pas inciter à la reprise d'activité, c'est le minimum vieillesse et l'allocation d'adulte handicapé, qui n'ont rien à voir avec l'activité. Rien n'est proposé pour améliorer les revenus des personnes handicapées et des personnes âgées. Un autre point qui est amusant, c'est que pour l'allocation logement et les minima sociaux, ce n'est pas le même public qui est ciblé. Vous pouvez avoir droit à l'allocation logement parce que vous avez un salaire faible, mais ce n'est pas pour autant que vous touchez le RSA. Il s'agit de deux choses totalement différentes.

Prenez l'exemple de la Grande-Bretagne qui avait tenté, elle aussi, de fusionner l'ensemble des prestations sociales, et cela avait été une catastrophe. On n'avait même pas réussi à fusionner les fichiers de l'ensemble des personnes ciblées. De plus, il y avait des dispositifs très contraignants pour forcer les gens à retrouver un emploi. Les gens qui vont bénéficier du revenu universel d'activité vont avoir des « devoirs d'insertion », donc ça ne tient pas la route. On est obligé de donner le RSA et l'allocation logement à des gens qui sont en difficulté, qui ont du mal à s'insérer. Soit parce qu'il s'agit d'une femme avec enfants, soit parce qu'il s'agit de gens avec des problèmes, des gens qui ont beaucoup de mal à trouver un travail. A ceux-là, on ne peut pas leur sucrer leur allocation logement, donc il ne peut pas y avoir de revenu universel d'activité.

Il faudrait d'un côté, un revenu universel qu'on donne à ceux qui en ont effectivement besoin, de l'autre, une allocation récompensant l'activité. Mais on ne peut pas fusionner les deux. Dans un cas il y a des critères logement et famille, dans l'autre ce sont des critères

d'activité. L'idée qui traîne à Bercy ces temps-ci est la suivante : « On va faire des économies. » Mais en réalité ça ne marche pas. Il faudrait travailler à mettre en place des allocations non-conditionnées. Il y a certes 8 milliards d'euros annoncés pour financer le plan pauvreté, mais c'est de la poudre aux yeux.

Ce qui peut être intéressant, à la rigueur, c'est l'idée des territoires « zéro chômeur » pour les chômeurs de longue durée. Elle permet à une personne sans emploi depuis plus de deux ans d'obtenir un emploi auprès de la collectivité. Mais avec 70 millions d'euros prévus pour la mettre en œuvre, c'est trop faible.

On parle également de « doter les individus de capital culturel, social et économique », une terminologie très bourdieusienne. Est-ce un moyen de communication pour séduire à sa gauche ?

Oui. Mais le fond de cette rhétorique renvoie à l'idéologie qui prône ce qu'on appelle « l'investissement social ». Au lieu d'aider les chômeurs, on aide les enfants à être mieux éduqués. Au lieu d'aider les personnes âgées, on fait en sorte que les gens restent plus longtemps au travail. C'est extrêmement dangereux car on s'attaque à la protection sociale, mais avec une forme de bonne conscience. C'est l'idée qui tend à dire : « Il n'est pas nécessaire d'aider les gens, ils n'ont qu'à travailler. » Sauf que là, c'est exposé sous un vocabulaire plus sympathique.

Au lieu d'augmenter les allocations des ménages précaires, on prétend donner du « capital humain » aux enfants. C'est évidemment utopique. Quand les parents vivent dans la pauvreté, sont employés précairement à temps partiel avec des horaires variables, le capital humain de ces mêmes enfants est difficile à développer. Dans l'idéal, si on veut vraiment lutter contre la pauvreté, on donne les moyens aux personnes les plus pauvres de pouvoir s'occuper d'eux et de leurs enfants. Tout ce qui est fait actuellement n'est destiné qu'à inciter les gens à travailler, rien de plus. Avec les exonérations de cotisation sociale, l'objectif est de développer des emplois précaires.

Le président Macron a parlé d'inégalité de destin. Ce terme tente-t-il de faire oublier la source réelle de ces inégalités ? A savoir les structures économiques actuelles ?

Il y a deux points de vue. Il y a celui disant : « Il faut diminuer les inégalités de statut entre les différentes classes sociales. » L'autre, celle de Macron, consiste à dire : « Les inégalités, on peut les maintenir, le tout c'est que quelques personnes parmi les plus pauvres réussissent à grimper à des niveaux plus élevés. » D'un côté, on estime que les ouvriers et les employés doivent avoir des droits dans l'entreprise et hors de l'entreprise. De l'autre côté on pense que parmi les enfants des classes populaires, quelques-uns s'en sortiront et les autres seront coupables de leur sort. « Si vous êtes pauvre, c'est parce que vous n'avez pas réussi, tant pis pour vous. »

Les inégalités de destin sont évidemment un mythe. Le mot « destin » renverrait presque à un malheureux héros romantique. La vérité c'est qu'on a besoin de 50% de gens dans les classes populaires et naturellement il y a 90% des enfants des classes populaires qui vont se retrouver dans ces mêmes classes populaires quoi qu'on fasse. C'est la logique même de la société libérale. Le rôle des hommes politiques c'est que les inégalités reculent massivement. Cela demande de s'attaquer aux inégalités de revenu en général et aux

inégalités de statut en donnant des droits aux salariés. Le plan Macron tend au contraire à justifier les inégalités. Il faut une société égalitaire et non pas fondée sur le mythe de l'égalité des chances. Si on admet que les inégalités sont dues au mérite, il n'y a aucune raison de les remettre en cause. Le projet d'Emmanuel Macron est en ce sens totalement idéologique.

Le scandale dans tout cela c'est que certains gagnent des millions en montant des opérations financières alors que pendant ce temps, beaucoup végètent avec 800€ par mois.

Légende : Henri Sterdyniak

Crédits : Flickr